



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article609>

Les Verts (France) : Communiqué de Presse : Non au coup d'Etat militaire en Mauritanie



ommuniqués, déclarations... -
Date de mise en ligne : jeudi 7 août 2008

Union des Forces de Progrès

Les Verts condamnent avec la plus grande fermeté le coup d'Etat survenu le 6 août en Mauritanie et expriment leur vive préoccupation quant au sort réservé par l'armée au président Sidi Ould Cheikh Abdallahi et au premier ministre Yahya Ould Ahmed El Waghf, arrêtés et conduits dans un lieu tenu secret.

Le président et le gouvernement mauritaniens renversés étaient issus d'élections démocratiques et transparentes organisées avec le soutien de la Communauté internationale, notamment celle l'Union Européenne. C'était les premières élections qu'ait connu ce pays, en 2007, en présence d'observateurs internationaux, parmi lesquels la députée européenne Verte Marie-Anne Isler-Béguin qui avait participé en tant que représentante de l'Union Européenne à la coordination de l'ensemble du processus électoral...

Ils étaient donc parfaitement légitimes à diriger le pays et aucune raison ne peut justifier ce coup de force, traduction instantanée de la colère de hauts gradés de l'armée auxquels le président avait retiré sa confiance le matin même. Des officiers supérieurs ayant joué un rôle déterminant durant la transition avaient entrepris depuis trois mois une déstabilisation du Président mauritanien et des institutions démocratiques.

La Mauritanie sort d'une longue période de dictature et d'instabilité politique causée par l'ingérence permanente de l'armée dans la vie politique d'une part, et par l'ingérence récurrente de puissances étrangères d'autre part.

Les Verts appellent le gouvernement français à ne pas reconnaître le régime issu du coup d'Etat en Mauritanie. Les Verts souhaitent le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Mauritanie, la libération et le rétablissement dans leurs fonctions du président et du premier ministre, et encouragent le règlement de la crise par une médiation de l'Union Africaine.

Les Verts